

## POLITIQUES SCI : SAUVEGARDE DE L'ENFANT

Domaine fonctionnel:	Sauvegarde de l'Enfant
Propriétaire : (Nom Position)	Susan Grant, Directrice de la sauvegarde internationale
Approuvé par:	Veesh Sharma, Chef de la division des risques
Date d'approbation:	21/01/2024
Date de la prochaine révision:	30/12/2024
Langues (incluant les hyperliens :	<a href="#">SCI SG Child Safeguarding Policy AR.pdf</a> <a href="#">SCI SG Child Safeguarding Policy ES.pdf</a> <a href="#">SCI SG Child Safeguarding Policy EN.docx</a>
Applicable à :	Les membres du personnel de SCI, les administrateurs et toute autre personne impliquée dans le travail de SCI ou associée à SCI, y compris mais sans s'y limiter, les volontaires, les stagiaires, les partenaires, les partenaires de mise en œuvre, les consultants, les sous-traitants ainsi que les visiteurs.

### SECTION I : OBJET

**Défendre les enfants avec lesquels nous sommes en contact tout au long de notre travail est une priorité essentielle pour Save the Children International (SCI).**

Au sein de Save the Children, la sauvegarde de l'enfant vise à rendre Save the Children plus sûr pour les enfants. Il est de notre **responsabilité individuelle et collective** de veiller à ce que tous les enfants soient protégés, des actes intentionnels non intentionnels qui entraîneraient un *risque ou un préjudice réel* causé par le personnel, les représentants, les partenaires, les volontaires, les sous-traitants et les visiteurs de Save the Children dans nos programmes-pays.

SCI reconnaît ainsi pleinement le devoir de protéger et de promouvoir le bien-être des enfants mais également de veiller à ce que toutes nos mesures de sauvegarde soient accessibles et clairement communiquées au personnel, aux partenaires, aux enfants et à leurs communautés, dans une langue qu'ils comprennent.

SCI est consciente du fait que les enfants peuvent être confrontés aux vulnérabilités supplémentaires liées à leur âge, leurs antécédents socio-économiques, leur handicap, leur sexe, leur race, leur ethnie, leurs convictions religieuses, leur identité, leur orientation sexuelle. SCI s'engage à ce que ces facteurs ne soient pas un obstacle à l'efficacité de leur sauvegarde.

SCI prendra toutes les mesures possibles en sa possession pour s'assurer d'être sûre pour les enfants aussi bien en tant qu'organisation, que dans la conduite de tous les aspects de ses opérations quotidiennes d'intervention d'urgence, d'aide humanitaire, de développement, de politique, de plaidoyer, de médias, de communications et de campagnes.

Le niveau de risque de sauvegarde de l'enfant toléré par le conseil d'administration de SCI est le risque faible/minimal. Cela signifie que SCI est disposée à limiter la réalisation des objectifs de programme ou de plaidoyer si ces objectifs entraînent des risques pour la sécurité et / ou le bien-

être des enfants au-dessus de ce niveau. Le niveau de risque de sauvegarde de l'enfant de SCI reste le même dans les conditions particulières (par exemple, les réponses humanitaires).

Le conseil d'administration de SCI, y compris un administrateur de sauvegarde, ainsi que l'équipe de haute direction, veilleront à ce que des mesures adéquates soient prises pour refléter au mieux le coût de la mise en œuvre de cette politique dans les plans opérationnels, les budgets et les propositions de financement.

### **Ceci comprend :**

- Mettre en place une structure de personnel appropriée, réactive et efficiente pour la sauvegarde au niveau de SCI.
- Fournir des fonds, des informations, des conseils, de la formation, de l'apprentissage et renforcement de capacités aux niveaux régional, national et des programmes ;
- Confier à un membre désigné du conseil d'administration, la responsabilité du suivi de la sauvegarde de l'enfant en « vérifiant et infirmant de manière proactive que la Sauvegarde de l'enfant est efficace dans l'ensemble de l'organisation et est prise en compte dans les décisions pertinentes dudit Conseil d'Administration ;
- Mettre en œuvre des réponses appropriées aux violations présumées de cette politique ;
- Définir des « Exigences Minimales de Sauvegarde » afin d'assurer la cohérence des dispositions de sauvegarde dans l'ensemble de SCI et de son réseau de partenaires.

### **Save the Children International s'engage à :**

- Valoriser, écouter et respecter tous les enfants et les jeunes ;
- S'assurer que tous les membres du personnel et les personnes directement associées à notre travail comprennent leur responsabilité individuelle de prévenir et de signaler toute forme de maltraitance et d'abus sexuels envers les enfants ;
- Mettre en œuvre de manière diligente notre système de Sauvegarde de l'enfant en appliquant les politiques, procédures, formations et autres opportunités d'apprentissage pertinentes à travers SCI ainsi qu'à travers nos partenaires et les personnes associées concernés ;
- Veiller à ce que l'organisation crée la bonne culture et un environnement sûr permettant à quiconque de signaler verbalement des incidents et / ou des problèmes liés à la sauvegarde des enfants ou par écrit et par le biais de mécanismes accessibles et très adaptés aux enfants ;
- Toutes les actions et décisions concernant la sauvegarde sont prises dans l'intérêt supérieur de l'enfant et mettent la sécurité et le bien-être de l'enfant en priorité ;
- Signaler à l'attention de SCI les préoccupations présumées, les violations de la présente politique et du code de conduite à travers le système de signalement des incidents SCI (DATIX) **dans les 24 heures** qui suivent l'incident.  
Les procédures locales en matière de signalement des cas de maltraitance et d'infractions pénales potentielles sont également applicables et doivent être respectées selon les normes juridiques en vigueur ;
- Veiller à ce que des registres détaillés et précis de toutes les préoccupations en matière de sauvegarde soient collectés, traités et stockés de manière sécurisée, conformément aux lois en vigueur sur la protection des données ;
- Mettre en place des systèmes et des procédures afin d'éviter d'employer ou de recruter des personnes présentant un risque pour les enfants ou les mettre en contact avec des enfants associés à SCI ;

- Appliquer les mesures de sauvegarde telles que définies dans les outils et procédures de partenariat
- Prendre des mesures face au non-respect de cette politique dans les meilleurs délais, pouvant aller à une résiliation de contrats ou d'accords, y compris le licenciement ;
- Par le biais du conseil juridique de SCI, signaler rapidement les incidents graves relatifs à la sauvegarde des enfants à la Commission des Associations Caritatives, ainsi que d'autres organismes chargés de l'application de la loi et les autorités compétentes

Cette politique a été approuvée dans son intégralité et ne doit pas être modifiée ni personnalisée sans l'autorisation expresse de l'équipe de haute direction par **l'intermédiaire du Chief People Officer, Save the Children International**.

## SECTION 2 : ENONCE (S) DE LA POLITIQUE

Enumérez chaque déclaration de la politique en soulignant les principes qui régissent le fonctionnement de SCI.

1	<p><b>Système de Sauvegarde de l'Enfant :</b></p> <p>Les travailleurs humanitaires ainsi que d'autres représentants d'ONG Internationales, tels que Save the Children, bénéficient d'une position de confiance particulière vis-à-vis des populations qu'ils servent. Lorsque cette confiance est abusée et que les normes de sauvegarde des enfants échouent, des dommages immenses sont causés, entraînant des effets à long terme sur la vie des enfants y compris celle de leurs familles, ainsi que des implications concernant la crédibilité et la réputation des organisations auxquelles ils appartiennent. C'est pourquoi Save the Children a une approche fondée sur la <b>Tolérance Zéro</b> vis-à-vis de la maltraitance et de l'exploitation sexuelle des enfants par notre personnel, nos volontaires, le personnel de nos partenaires ou de nos représentants.</p> <p>Le système de sauvegarde de l'enfant de SCI comprend quatre domaines clés : <b>Sensibilisation, Prévention, Signalement</b> et <b>Réponse</b>. Chacun de ces domaines comprend des activités qui se poursuivent tout au long du cycle de vie de nos programmes de développement, de notre travail humanitaire et de plaidoyer dans les pays où nous intervenons, directement ou par l'intermédiaire de nos partenaires. Nous adoptons une approche de Sauvegarde de l'enfant centrée sur l'enfant.</p>
2	<p><b>Définition et portée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· SCI définit un enfant comme toute personne âgée de moins de 18 ans.</li> <li>· Les normes de sauvegarde les plus strictes doivent être appliquées à tous les programmes et bureaux de SCI et éventuellement à l'ensemble du personnel de SCI. La politique s'applique également aux personnels déployés, aux volontaires, aux stagiaires et aux personnes associées à SCI, y compris les partenaires, les partenaires d'exécution, les consultants, les contractants et tous les visiteurs des bureaux pays.</li> <li>· Cette politique s'applique également face à toutes les formes de maltraitance d'enfants. En effet, Save the Children reconnaît cinq (5) catégories de maltraitance ou d'abus d'enfants, notamment la <b>maltraitance sexuelle, la maltraitance physique, la maltraitance émotionnelle, la négligence et l'exploitation</b>. D'autres sous-</li> </ul>

	catégories peuvent être invoquées de temps à autre. La politique couvre également toute mauvaise pratique de sauvegarde de l'enfant.
3	<p><b>Mise en œuvre et révision</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La politique de SCI en matière de sauvegarde des enfants fera l'objet d'une revue initiale après un an, puis tous les trois ans ;</li> <li>La politique et les procédures de SCI en matière de sauvegarde des enfants, ainsi que le code de conduite, couvrent tous les aspects de notre travail y compris nos programmes et sera mise en œuvre dans tous les programmes-pays de SCI, les bureaux régionaux, le centre et tout autre bureau ou programme opérant sous les auspices de SCI.</li> </ul>
4	<p><b>SENSIBILISATION ET PRÉVENTION</b> <b>Diffusion / Sensibilisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>SCI veillera à ce que la politique de sauvegarde de l'enfant, le code de conduite, la politique de PSEA et les procédures et mécanismes de rapportage soient largement diffusés et accessibles aux enfants, à leurs tuteurs, à l'ensemble du personnel, aux personnels des partenaires ainsi qu'à toutes personnes associées et acteurs concernés et dans une langue et un format qu'ils comprendront.</li> </ul> <p>Tous les visiteurs des programmes ou bureaux de SCI qui auront des contacts avec des enfants recevront une induction sur la politique de Sauvegarde de l'enfant, les procédures pertinentes et le code de conduite, ainsi que du comportement attendu d'eux.</p>
5	<p><b>Responsabilité personnelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les membres du personnel, les volontaires, les représentants de SCI et les personnes associées à SCI devront faire preuve de comportements appropriés envers les enfants, tant dans leur vie privée que professionnelle, 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Ils ont la responsabilité de comprendre et de promouvoir la politique, les procédures et le code de conduite en matière de sauvegarde de l'enfant. Ils devront faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de prévenir, signaler et réagir immédiatement à toute préoccupation liée à la sauvegarde de l'enfant.</li> <li>« Conduite et comportements inacceptables », renvoient à tout acte de maltraitance physique, émotionnelle ou sexuelle, de négligence ou d'exploitation d'un enfant et son exposition à un risque de préjudice volontaire ou involontaire ; non-respect des politiques et des procédures et défaillance de prendre les mesures appropriées afin de prévenir ou signaler toute violation et mauvaise pratique de Sauvegarde de l'enfant.</li> </ul> <p><b>Pour plus d'informations, veuillez consulter l'annexe I - exemple liste de comportements inacceptables</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il incombe à chaque personne sous contrat ou associée au travail de SCI de s'assurer que les incidents qui enfreignent la politique de sauvegarde de l'enfant, le code de conduite et d'autres politiques connexes, sont rapportés et enregistrés au moyen de mécanismes appropriés.</li> </ul>

6	<p><b>Recrutement, induction et formation du personnel</b></p> <p>Recrutement plus sûr : SCI veille à ce que ses processus de recrutement soient rigoureux, conformément aux exigences en vigueur et aux meilleures pratiques. Ces processus incluent l'utilisation de DBS<sup>1</sup> ou de contrôles des antécédents auprès de la police, le cas échéant, sur tous les employés, et la vérification de trois références. SCI est signataire de l'IASC- Système interinstitutionnel de divulgation des fautes professionnelles- et s'est engagée à partager les informations pertinentes détenues par les Ressources Humaines concernant les inconduites sexuelles avec d'autres ONG lorsque des références sont demandées.</p> <p>SCI se réserve le droit de mettre fin aux négociations de contrat ou de refuser d'embaucher une personne si les vérifications nécessaires du casier judiciaire ne sont pas effectuées ou si elles ne peuvent pas être entreprises pour des rôles impliquant le travail en prise directe ou des contacts avec des enfants. Ceci s'appliquera également dans le cas où des vérifications des antécédents et des références révèlent que la personne ne convient pas pour travailler avec Save the Children ou a omis d'inclure des informations clefs dans ses éléments de référence.</p> <p>L'ensemble du personnel, les volontaires et les stagiaires sont tenus de suivre la formation obligatoire en matière de sauvegarde de l'enfant dans un délai déterminé à compter de leur entrée dans l'organisation, et la présence de chacun est enregistrée dans une liste.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le personnel des bureaux-pays est tenu de suivre une formation obligatoire sur la défense des enfants en ligne au cours de leur première semaine de travail. Une formation face à face est dispensée dans les 90 jours ou avant tout déplacement sur le terrain. Il leur est dispensé une session de préparation à être en contact direct avec les enfants dans nos zones de projet ;</li> <li>Le personnel du Centre SCI, les bénévoles et les stagiaires sont tenus de suivre une session de sensibilisation sur la sauvegarde de l'enfant dès la première semaine de leur embauche au sein de l'organisation et d'assister à une formation en présentiel dans les 90 jours suivant leur prise de fonction.</li> <li>Tout le personnel doit suivre au moins une fois tous les deux ans une formation de rappel sur la sauvegarde de l'enfant.</li> </ul>
7	<p><b>Veiller sur la sûreté de notre travail pour les enfants grâce à une programmation plus sûre</b></p> <p>Une programmation plus sûre reste un élément crucial de notre approche en matière de sauvegarde de l'enfant et de notre engagement à « ne pas nuire » lors des initiatives et des activités menées dans le cadre de tous nos programmes et interventions humanitaires. Cela inclut nos médias, nos activités de plaidoyer et nos campagnes. Tous les domaines d'activité devront disposer des ressources nécessaires afin de prévenir, atténuer et gérer les risques de maltraitance, d'exploitation et de préjudice pour les enfants à toutes les étapes du cycle du projet.</p> <p>SCI offrira, dans la mesure du possible, un environnement physique sûr aux enfants en appliquant les mesures de santé et de sécurité les plus conformes aux lois et directives en vigueur. Nous nous conformerons aussi aux normes sectorielles pertinentes et ferons la</p>

<sup>1</sup> Le DBS (Disclosure & Barring Service) check est un document souvent nécessaire au Royaume Unis pour travailler en contact avec des enfants, avec un public adulte vulnérable, et pour travailler dans le domaine de la sécurité. Equivalant à un extrait de casier judiciaire.

	<p>promotion des bonnes pratiques dans tous les domaines thématiques dans lesquels nous travaillons.</p> <p>Ceci sera réalisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Nous assurant que les risques en matière de sûreté et de bien-être des enfants y compris les enfants handicapés sont identifiés, évalués et gérés dès la conception du programme jusqu'à sa clôture ;</li> <li>· Effectuant des évaluations des risques pour les activités impliquant des enfants ou celles ayant un impact direct sur les enfants. Cela inclut toute construction réalisée par SCI ou un tiers pour le compte de SCI, la recherche, le plaidoyer, les campagnes médiatiques, les événements et les voyages impliquant la participation d'enfants;</li> <li>· Veillant à ce que des mécanismes de gestion des plaintes adaptés aux enfants, accessibles et fonctionnels soient mise en place et contrôlés.</li> <li>· Intégrant la sauvegarde des enfants dans le cycle de planification et de gestion de projet, y compris le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage ;</li> <li>· La sauvegarde des enfants fait partie des "approches communes" thématiques de SCI, qui définissent notre meilleure compréhension sur la façon de résoudre un problème particulier lié aux enfants et améliorer notre qualité ainsi que notre impact sur les enfants</li> <li>· La sauvegarde des enfants est intégrée à toutes nos fonctions, notamment la qualité et l'impact des programmes, l'humanitaire, les opérations, la chaîne d'approvisionnement, la logistique, les technologies de l'information, les subventions, les ressources humaines, la sécurité, les partenariats, la défense des droits, les campagnes, les médias et la communication ;</li> <li>· Les ressources pour la sauvegarde des enfants sont incluses dans chaque conception de programme, proposition de projet et budget.</li> </ul> <p><b>Pour de plus amples informations, reportez-vous aux "Procédures de programmation plus sûres" et aux "Directives de programmation sans danger pour les enfants"</b></p>
8	<p><b>Évaluation complète des risques liés à la Sauvegarde de l'enfant de la conception, à l'exécution et à la clôture, pour tous les programmes, projets et interventions humanitaires. Cela comprend le travail avec et par l'intermédiaire de partenaires et toute dépendance due au recours à des bénévoles pour exécuter les programmes.</b></p> <p>Aucun programme, projet ou proposition ne sera approuvé avant qu'une évaluation complète des risques de sauvegarde comprenant les éléments suivants ne soit effectuée :</p> <p><b>Étape 1 :</b> Identifier le niveau de contact avec les enfants ; et les risques uniques associés au groupe cible d'enfants (par exemple, l'âge, le sexe, le handicap, l'origine ethnique, les traumatismes antérieurs ou les expériences défavorables de l'enfance) ;</p> <p><b>Étape 2 :</b> Identifier les risques pour les enfants, inhérents aux domaines thématiques de travail/approches, procédures et systèmes opérationnels et exécution des activités ;</p> <p><b>Étape 3 :</b> Evaluer dans quelle mesure chaque programme/projet ou organisation impliquée se focalise sur les enfants.</p>

	<p><b>Étape 4 :</b> Évaluer la solidité des systèmes de sauvegarde déjà en place, y compris la formation appropriée et l'application ainsi que l'intégration des politiques et procédures pertinentes ;</p> <p><b>Étape 5 :</b> Évaluer le risque potentiel posé par chaque programme/projet ou organisation, en identifiant les facteurs de mitigation à la suite des étapes 3 et 4 ;</p> <p><b>Étape 6 :</b> Évaluer les risques globaux contextuels de sauvegarde et décider de poursuivre ou non</p> <p><b>Étape 7 :</b> Définir les ressources, le plan et les accords pour mitiger et gérer les risques.</p> <p><b>Étape 8 :</b> Suivi de tout plan d'action et/ou accord en vigueur dans le programme, projet ou partenaire.</p> <p><b>Pour de plus amples informations, veuillez-vous référer aux "Procédures de partenariat" et aux "Procédures et directives de programmation plus sûres".</b></p>
9	<p><b>RAPPORTS ET REPONSE</b> <b>Rapports et enquêtes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Save the Children s'est engagé à mettre en place une procédure de notification et d'enquête robuste et confidentielle permettant une notification et une enquête rapides et efficaces impliquant les meilleurs professionnels internes ou externes.</li> <li>L'ensemble des membres du personnel, des partenaires, des partenaires d'exécution, des sous-traitants, des visiteurs et des volontaires sont chargés de signaler tout incident ou toute préoccupation présumée, en matière de sauvegarde des enfants, <b>au Responsable ou au Point Focal</b> pour la sauvegarde de l'enfant dans le <b>pays d'opération de SCI</b>; les problèmes de sauvegarde de l'enfant impliquant une conduite criminelle devront être signalés à l'autorité légale compétente, à moins que cela expose l'enfant davantage à un risque de préjudice supplémentaire ou à un autre risque justifiable dans les rapports.</li> <li>Il n'existe pas de seuil en matière de signalement d'un problème de sauvegarde de l'enfant tel que décrit dans cette politique. Ainsi, tout problème, même mineur, devra-t-il être signalé.</li> <li>Tous les incidents présumés ou réels devront être signalés d'urgence et toujours dans les 24 heures suivant le moment où une personne quelconque prendra connaissance de l'incident ;</li> <li>Les Directeurs Régionaux de la Sauvegarde de l'Enfant de SCI devront informer le Membre concerné via le système DATIX d'un incident ou d'une préoccupation présumé dans les 48 heures de réception du rapport et au plus tard dans un intervalle de 5 jours ouvrables ;</li> <li>Le cas échéant, l'Avocat / Agent de liaison local des survivants de SCI travaillera en étroite collaboration avec le (s) survivant (s) et leurs soignants, afin de veiller à ce que la priorité soit accordée aux survivants.</li> <li>Les membres de Save the Children sont responsables d'informer les donateurs conformément à leurs exigences contractuelles ;</li> <li>Les incidents devront être signalés via le système de rapport en ligne (DATIX), qui permet à toute personne travaillant pour SCI et disposant d'une adresse électronique SCI contractée par le centre, les bureaux régionaux et les bureaux de pays, de signaler les</li> </ul>

	<p>incidents de manière sûre et sécurisée et de manière confidentielle. Ce système devra être utilisé par les employés de SCI ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le personnel non-SCI peut signaler verbalement ou par écrit via des procédures locales de rapportage ; ou via l'adresse e-mail <a href="mailto:childsafeguarding@savethechildren.org">childsafeguarding@savethechildren.org</a>.</li> <li>Le cas échéant, le service juridique de SCI dénoncera les incidents sérieux de sauvegarde de l'enfant à Charity Commission ainsi qu'aux forces de l'ordre britanniques ;</li> <li>Ne prendre aucune mesure appropriée en cas de préoccupation concernant le bien-être d'un enfant n'est pas une option. Le personnel de SCI, les administrateurs ainsi que toutes les autres personnes impliquées dans le travail de SCI, y compris, mais sans s'y limiter, les personnes en détachement, les volontaires, les stagiaires et toute autre personne associée à SCI, reconnaissent que le fait de ne pas signaler des incidents connus, constitue une violation de la politique de sauvegarde de l'enfant.</li> </ul> <p><b>Pour de plus amples d'informations, reportez-vous aux procédures de SCI en matière de rapportage, de gestion des cas et d'investigation.</b></p>
10	<p><b>Mauvaise pratique de Sauvegarde de l'enfant</b></p> <p>De mauvaises pratiques de sauvegarde surviennent chaque fois que le personnel ou toute autre personne ne parvient pas à fournir le soutien attendu et dirigé par les politiques, procédures et formations fournies par SCI. Une mauvaise pratique de sauvegarde peut survenir en cas de non-respect des politiques et procédures et lorsque le personnel et les tiers auxquels s'applique la présente Politique ignorent les droits et le bien-être des bénéficiaires. La persistance de mauvaises pratiques de sauvegarde peut causer du tort et devenir des abus.</p> <p>SCI prend au sérieux les mauvaises pratiques de sauvegarde et les juge inacceptables. Les mauvaises pratiques de sauvegarde devront être signalées. Tous les cas signalés de mauvaises pratiques de sauvegarde seront traités conformément aux politiques de sauvegarde et/ou aux procédures disciplinaires de SCI.</p> <p>Voici des exemples de mauvaises pratiques de sauvegarde :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lorsque le soin apporté à la prévention des dommages est insuffisant ; par exemple, en omettant de réaliser des évaluations de risques adéquates et de prendre des mesures d'atténuation</li> <li>Empêcher le signalement des pratiques abusives ou inquiétantes ;</li> <li>Placer des enfants ou des jeunes dans des situations potentiellement compromettantes et inconfortables avec des adultes, notamment en utilisant des technologies / médias sociaux ;</li> <li>Ignorer les consignes de santé et de sécurité ;</li> <li>La non-adhésion à la politique et aux procédures de construction de SCI ;</li> <li>Le non-respect des procédures de la chaîne d'approvisionnement entraînant des risques ou des préjudices pour les enfants ;</li> </ul>
11	<p><b>Réponses humanitaires</b></p> <p>SCI s'est engagé à protéger les personnes touchées par les catastrophes naturelles ainsi que par les crises d'origine humaine, y compris prévenir et réduire la violence, l'exploitation et les privations auxquelles sont confrontées les personnes en proie à de telles situations.</p>



	<p>SCI reconnaît que les enfants vivant dans des zones touchées par des crises humanitaires sont particulièrement vulnérables. Toutes les organisations et tiers mettant en œuvre des activités de réduction des risques, de préparation et d'intervention humanitaires devront protéger, appliquer et développer les exigences minimales de cette politique de sauvegarde de l'enfant. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et d'activités de réponse humanitaire devront identifier, atténuer et gérer les risques liés à la sauvegarde de l'enfant. Cela inclut des approches de recrutement et de programmation plus sûres.</p> <p><b>Pour plus d'informations, voir section Sauvegarde de l'enfant dans la procédure humanitaire.</b></p>
12	<p><b>Sauvegarde de l'enfant en ligne</b></p> <p>SCI estime que la sûreté en ligne est un élément essentiel de la Sauvegarde de l'enfant. C'est pourquoi SCI activera le filtrage du contenu Internet et évaluera périodiquement d'autres mécanismes de sûreté en ligne afin de garantir l'application systématique de cette politique et des politiques associées.</p> <p>Dans la mesure du possible, SCI veillera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Identifier des approches pour éduquer et sensibiliser à la sûreté en ligne à travers nos programmes ;</li> <li>· Permettre au personnel de travailler en toute sécurité et de manière responsable, de montrer le comportement positif en ligne et de gérer les normes et pratiques professionnelles lors de l'utilisation des technologies ; y compris leur propre utilisation des médias sociaux ;</li> <li>· Identifier des procédures claires à utiliser pour répondre aux préoccupations de sûreté en ligne ;</li> <li>· SCI développera, le cas échéant, des projets d'intervention à même d'influencer le changement de comportement en ligne, enseigner la résilience et promouvoir la prévention, en plus de fournir des conseils généraux sur la sûreté en ligne, dans la mesure du possible.</li> </ul> <p><b>Les « procédures de sauvegarde de l'enfant » obligatoires de SCI devront être suivies à tout moment.</b></p>
13	<p><b>Lois pertinentes et avenants</b></p> <p>Cette politique sera mise en œuvre conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Toutes les lois britanniques en vigueur protégeant les enfants des abus, de la violence et des préjudices, et ceux qui décrivent les mesures à prendre pour signaler les cas d'abus connus ou allégués ;</li> <li>· Lois applicables dans les pays où SCI opère ; et</li> <li>· La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant (UNCRC), le Bulletin du Secrétaire Général : <b>Mesures Spéciales de Protection contre les abus sexuels l'exploitation sexuelle et les abus sexuels</b> (ST / SGB / 2003/13) et autres traités, lois et conventions internationales.</li> </ul>
14	<p><b>Protection des données</b></p> <p>Le respect de la loi et des politiques en matière de protection des données <b>doit</b> être au cœur de tous les traitements de données à caractère personnel relatives aux enfants. Tous les membres du personnel, représentants et personnes associés à SCI collectant les données relatives aux enfants au nom de SCI ou en relation avec l'un de nos travaux, devront se conformer aux politiques, procédures et pratiques de SCI ou s'assurer que leurs propres mécanismes seront conformes aux exigences légales en matière de protection des données.</p>

15	<p><b>Conformité et audit</b></p> <p>Le respect de la politique et des procédures est contrôlé au moyen d'examens et d'un programme de vérification des audits et de contrôles inattendus. Cela inclut les partenaires en aval, les sous-bénéficiaires, les contractuels et les fournisseurs. <b>Les « exigences minimales de sauvegarde »</b> seront appliquées dans les programmes de pays de SCI et lors des contrôles inattendus.</p> <p>Les besoins seront monitorés au moyen d'un cycle d'audits, y compris l'auto-audit annuel, et d'autres équipes internes, y compris, sans toutefois s'y limiter, les directeurs régionaux de la sauvegarde de l'enfant et, le cas échéant, par des experts externes.</p>
16	<p><b>Rapport au conseil</b></p> <p>Tous les cas graves de sauvegarde des enfants devront être rapportés au conseil d'administration de SCI durant les réunions dudit conseil. La sauvegarde sera un point permanent dans l'agenda du Conseil.</p> <p>Un rapport annuel sur la sauvegarde devra être soumis au conseil d'administration de SCI.</p>

### SECTION 3: DEFINITIONS

Mot / terme	Définition
<b>Sauvegarde de l'enfant (Définition selon Save the Children)</b>	<b>La sauvegarde de l'enfant</b> fait de Save the Children une organisation sûre pour les enfants. Cela implique notre responsabilité collective et individuelle et des actions visant à garantir que tous les enfants sont protégés contre les actes délibérés ou non intentionnels entraînant un risque de préjudice ou un préjudice réel de la part du personnel de Save the Children, de représentants et de tiers, qui entrent en contact avec les enfants ou qui les impactent à travers nos interventions de développement, nos interventions humanitaires et nos opérations. Cela inclut la mise en œuvre directe de notre programme, le travail avec des partenaires et la gestion des données personnelles des enfants.
<b>Enfant</b>	<b>Toute personne de moins de 18 ans<sup>2</sup></b>
<b>Maltraitance des enfants</b>	<b>La maltraitance des enfants</b> consiste en tout ce que des individus, des institutions ou processus font ou manquent à faire et dont l'impact nuit directement ou indirectement aux enfants ou nuit à leur perspective d'un développement <i>sûr</i> et <i>sain</i> vers l'âge adulte.
<b>Violence physique</b>	<b>La violence physique</b> renvoi à une utilisation non accidentelle de la force physique délibérément ou par inadvertance, entraînant un risque de blessure réelle pour un enfant. Cela peut inclure frapper, bousculer, jeter, empoisonner, brûler, noyer, asphyxier ou le fait de provoquer de toute autre manière non accidentelle un préjudice physique à un enfant. Des dommages physiques peuvent également être causés lorsqu'un parent ou le tuteur de l'enfant lui provoque des symptômes de maladie ou de blessure temporaire, permanente ou d'invalidité.

<sup>2</sup> Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989

<b>Négligence</b>	La négligence inclut, sans toutefois s'y limiter, le fait de ne pas fournir à l'enfant de la nourriture adéquate, des vêtements et / ou un abri suffisants ou adaptés. La négligence renvoi également au fait de ne pas réussir à prévenir les dommages; à défaut d'assurer une suivi; ne pas garantir l'accès à des soins médicaux ou un traitement appropriés ou le fait de fournir un traitement médical inapproprié (par exemple administrer des médicaments sans autorisation); ou à défaut, d'assurer un environnement physique sûr (p. ex. exposition à la violence, à un danger sur le lieu de la programmation, exposer l'enfant à des pratiques non sécuritaires, livrer l'enfant à un adulte non autorisé à avoir accès à lui, accès de l'enfant à des armes ou à des objets nuisibles, ne pas protéger l'espace que les enfants occuperont, etc.). Les responsables de tels actes peuvent aussi être le personnel de SCI, les partenaires, les contractuels et les sous-bénéficiaires n'appliquant pas les exigences minimum requises tel que défini dans les procédures obligatoires.
<b>Abus émotionnel</b>	<b>L'abus émotionnel</b> implique l'idée de faire du mal à un enfant sur le plan émotionnel, affectant son développement intellectuel, mental ou psychologique. Cela peut se produire comme un événement isolé ou sur une base continue. L'abus émotionnel comprend mais ne se limite pas à un traitement humiliant ou dégradant (par exemple, l'attribution d'un mauvais nom à l'enfant, proférer des menaces, lui crier / hurler dessus / le maudire, le déranger, le critiquer constamment, le dénigrer, l'humilier de manière persistante, etc.), l'incapacité à faire face aux besoins émotionnels de l'enfant, et le rejeter, l'ignorer, le terroriser, l'isoler ou le confiner.
<b>Abus sexuel</b>	<b>L'abus sexuel</b> est l'implication d'un enfant dans des activités à caractère sexuelles, que l'enfant soit au courant ou pas de ce qui se passe. Ces activités peuvent impliquer un contact physique, y compris une agression par pénétration (notamment le viol ou le sexe oral) ou des actes non pénétrants tels que la masturbation, des baisers, des attouchements, des frottements. Ils peuvent également inclure des activités de contact visuel, telles que l'implication des enfants dans la visualisation ou la production d'images sexuelles, regarder des activités sexuelles, en encourageant les enfants à se comporter de manière sexuellement inappropriée, ou la préparation psychologique d'un enfant en préparation aux abus (y compris via Internet). Noter que les hommes adultes ne sont pas les seuls à commettre des abus sexuels. Les femmes peuvent également commettre de tels actes d'abus, de même que d'autres enfants.

<b>Exploitation et Travail de l'enfant</b>	<p>L'exploitation des enfants est un terme générique utilisé pour décrire les abus à l'égard des enfants qui sont forcés, dupés, ou victimes de traite aux fins d'activités d'exploitation. L'exploitation des enfants selon Save the Children inclut l'esclavage et le trafic d'enfants et des enfants forcés ou recrutés dans un conflit armé. L'exploitation sexuelle d'enfants est une forme d'abus sexuel d'enfant.</p> <p>Il se produit lorsqu'un individu ou un groupe profite d'un déséquilibre du pouvoir, pour forcer, contraindre ou manipuler une personne de moins de 18 ans- enfant ou adolescent- dans une activité sexuelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) En échange de quelque chose dont la victime a besoin ou veut, et / où</li> <li>b) De l'avantage financier ou du statut supérieur de l'auteur ou facilitateur de l'acte. La victime aura été exploitée sexuellement même si l'activité sexuelle semble consensuelle.</li> </ul> <p>L'exploitation sexuelle des enfants n'implique pas toujours un contact physique ; cela peut également se produire avec l'utilisation de la technologie. Au sein de Save the Children, les abus et l'exploitation sexuels à l'égard des enfants comprennent également les mariages précoces et forcés.</p> <p><b>Travail de l'enfant</b></p> <p>Le travail des enfants est un travail qui prive les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et qui nuit à leur développement physique et mental. C'est un travail qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• est mentalement, physiquement, socialement ou moralement dangereux et nocif pour les enfants; et</li> <li>• interfère avec leur scolarité en: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les privant de la possibilité d'aller à l'école;</li> <li>• les empêchant de se développer intellectuellement</li> <li>• les obligeant à quitter l'école de façon prématurée</li> <li>• les contraignant à essayer de combiner la fréquentation scolaire avec un travail excessivement long et lourd.</li> </ul> </li> </ul> <p>Si un jeune de moins de 18 ans fait partie d'un programme d'apprentissage dans le cadre de la législation du pays et ne soit concerné par aucune des situations susmentionnées, cela ne sera pas considéré par SCI comme du travail des enfants. Cependant, tout entrepreneur ou sous-traitant doit informer SCI du nom de tout apprenti qui sera directement impliqué dans nos travaux.</p> <p>Pour Save the Children, il n'est pas acceptable qu'un employé ou un représentant engage une personne de moins de 18 ans à travailler comme aide domestique sur son lieu de travail ou à la maison. Il n'est pas acceptable que Save the Children engage une personne de moins de 18 ans à entreprendre des travaux qui peuvent être considérés comme nuisibles pour les enfants.</p>
--	---

## SECTION 4 : DOCUMENTS CONNEXES

1	<a href="#">SCI SG Safeguarding Policy Framework Document FR.docx</a>
2	<a href="#">SCI SG Annex 1 Child Safeguarding Policy FR.docx</a>
3	<a href="#">SCI SG Safeguarding Risk Assessment &amp; Risk Directory.FR.xlsx</a>
4	<a href="#">SCI SG Safeguarding Focal Point (SFP) ToR FR.docx</a>
5	<a href="#">SCI SG Investigations &amp; Case Management Procedure FR.docx</a>
6	<a href="#">SCI SG Protection from Sexual Exploitation, Abuse and Harassment Policy FR.docx</a>
7	<a href="#">SCI SG Protection from Sexual Exploitation Abuse Harassment Procedure FR.docx</a>
8	<a href="#">SCI HR POL Code of Conduct FR.pdf</a>
9	<a href="#">SCI SG Safeguarding Humanitarian Procedure FR.docx</a> <a href="#">SCI SG Safeguarding in Emergencies Toolkit FR.pdf</a>
10	<a href="#">rules on sexual conduct for humanitarian workers - french.docx</a>
11	<a href="#">SCI HR POL Anti-Harassment Intimidation and Bullying Policy FR.docx</a>
12	<a href="#">SCI LEG Modern Slavery and Human Trafficking Policy FRENCH.docx</a>
13	<a href="#">SCI HR POL Whistleblowing Policy FR.pdf</a>
14	<a href="#">SCI SG Safeguarding Local Mapping Procedure Guidance FR.docx</a> <a href="#">SCI SG Appendix i SCI Safeguarding Legal Mapping Tool Template FR.xlsm</a> <a href="#">SCI SG Appendix ii SCI Safeguarding Legal environment questionnaire FR.docx</a>
15	<a href="#">SCI SG Annual CO Safeguarding Self-Assessment FR.xlsx</a> <a href="#">SCI SG RACI Safeguarding Activities FR.xlsx</a>
16	<a href="#">SCI SG VICTIM SURVIVOR REFERRAL FORM FINAL FR.docx</a>
17	<a href="#">SCI SG Appendix iv SCI Safeguarding Victim support questionnaire FR.docx</a>
18	<a href="#">SCI HR POL Disciplinary Policy FR.pdf</a>
19	<a href="#">SCI SG Child Safe Programming Guidance EN .pdf</a>
20	<a href="#">SCI SG Guidance PSEAH one-pager FR.pdf</a>
21	<a href="#">SCI SG Safeguarding &amp; Social Media (Field-Friendly Guidance) FR.pdf</a> <a href="#">SCI SG Safeguarding &amp; Social Media (Full Written Guidance) FR.pdf</a>
22	<a href="#">SCI COM Social Media Guidelines EN.docx</a>
23	<a href="#">SCI COM Social Media Policy (POLICY) FR.docx</a>
24	<a href="#">SCI COM Safeguarding Content Gathering, Communications &amp; Media Quick Guide FR.pdf</a> <a href="#">SCI COM Safeguarding Children in Media and Comms Work EN.pdf</a> <a href="#">FOR MEDIA - Visiting our work - Guidance for media working with SC UPDATED AUG</a>
25	Global Diversity, Equity and Inclusion policy <a href="#">English</a>   <a href="#">French</a>   <a href="#">Spanish</a>   <a href="#">Arabic</a>   <a href="#">Portuguese</a>
26	<a href="#">SCI SG Safeguarding &amp; Digital Technology Tipsheet EN.pdf</a>